

LA VOIX DES ENTREPRISES

N° 005 du Mercredi 14 Juin 2023 - TEL: (+237) 674114156 - DP: Raphael Mforlem

AFRICA CEO FORUM DES PROJETS DE PLUS DE 7 000 MILLIARDS PRESENTES PAR LE CAMEROUN

PAGE 5



21 DAYS OF Y'ELLO CARE

MTN redonne vie au Centre social de Yaoundé 5

C'est à l'issue de la convention de partenariat ratifiée entre le groupe MTN Cameroon et le Minas que la compagnie de téléphonie mobile est passée à l'action le 10 juin dernier en procédant au lancement des travaux de construction des salles de formation du Centre social de l'arrondissement de Yaoundé 5e, en 21 jours.

Page 2

TCHAD-CAMEROON PIPELINE SNH TO INCREASE ITS SHARES IN COTCO TO 35 %

PAGE 3



SOCIETE GENERALE 8 798 ACTIONS A DISTRIBUER AUX SALARIES DE SES FILIALES

PAGE 6

GOVERNANCE UNIVERSITAIRE LE GOUVERNEMENT ENVISAGE SA MODERNISATION

PAGE 7



21 DAYS OF Y'ELLO CARE

Procéder à la construction d'un incubateur au Lycée Polyvalent de Douala-Bonabéri, pour la fabrication des pavés à partir des déchets plastiques, rénover et équiper six (06) espaces de co-working pour les déficients visuels dans différentes régions du Cameroun, offrir des formations certifiantes aux métiers du digital pour les personnes handicapées moteurs dans les villes de Bamenda, Maroua et Ebolowa... et renforcer les capacités des femmes entrepreneures sur les phases critiques de démarrage d'un projet, c'est l'objectif que s'est donné le personnel de MTN Cameroon dans le cadre de la 16e édition du programme 21 Days of Y'ello care du groupe MTN Cameroon.

Pour cette année 2023, les projets ciblent principalement des candidats à l'auto-emploi, tels que les élèves des lycées techniques industriels, les personnes vivant avec un handicap et les jeunes femmes porteuses de projet ; un programme entièrement financé par les employés de MTN Cameroon et leurs partenaires individuels, publics et privés, sensibles à la cause sociale.

Sous le thème : « Entrepreneuriat écologique et développement inclusif », cette 16e édition de 21 Days of

Y'ello Care, vise à favoriser la croissance économique et la création des emplois en offrant aux jeunes entrepreneurs, la possibilité d'améliorer leurs activités à travers une utilisation efficace des outils numériques. C'est dans cette optique que, le personnel de MTN Cameroon a procédé le 10 juin dernier, au lancement des travaux de construction des salles de formation du Centre social d'arrondissement de Yaoundé 5e situé au quartier Essos. Une initiative très bien accueillie par Stéphanie Nyambi, Chef du Centre social de Yaoundé.

« Je vais d'abord dire merci à madame le ministre des Affaires sociales qui a porté son choix sur Yaoundé 5, ensuite, dire merci à MTN Cameroon pour ce grand partenariat qui a été établi entre les deux structures. Ce don de MTN au centre social de Yaoundé 5e nous permettra de mieux encadrer les filles du ministère des Affaires sociales en commençant par les personnes handicapées qui bénéficieront d'une salle d'informatique, ensuite par la formation socio-professionnelle de nos jeunes filles vulnérables qui est l'une des missions du centre social, au-delà des missions à nous assigner dans l'encadrement des couches vulnérables. Donc c'est un sentiment de joie qui m'anime en ce moment, je suis

C'est à l'issue de la convention de partenariat ratifiée entre le groupe MTN Cameroon et le Minas que la compagnie de téléphonie mobile est passée à l'action le 10 juin dernier en procédant au lancement des travaux de construction des salles de formation du Centre social de l'arrondissement de Yaoundé 5e, en 21 jours.

MTN redonne vie au Centre social de Yaoundé 5



très émotive et je ne peux que dire merci à MTN Cameroon ». Quant à Rodolphe Soh, Conseiller technique N2 au ministère des Affaires sociales, il a exprimé son satisfecit de savoir qu'après quelques jours de la signature de la convention entre Pauline Irène Nguene (Minas) et Mitwa Ng'ambi, CEO de MTN Cameroon, les actions soient perceptibles sur le terrain. « Nous voulons saluer la matérialisation concrète de la convention de partenariat qui a été signée entre MTN et le Minas le 2 juin dernier. Cette initiative s'inscrit en droite ligne de l'accompagnement du Minas, de MTN et ses partenaires, dans le cadre de ses missions fondamentales qui sont de pouvoir apporter aux personnes vulnérables un appui en vue de

leur autonomisation ». Au cours de la cérémonie, Marcelle Kotté, Territory Salles Coordinator, Yaoundé (MTN), est revenue sur les points saillants du projet 21 Days of Y'ello Care de MTN Cameroon. « Le 21 Days of Y'ello Care, c'est 17 années au service des personnes défavorisées, ce sont toutes les opérations MTN, qui commencent pendant 21 jours pour redonner espoir aux couches les plus défavorisées de la société. C'est 21 jours de communion, de partage... Ce n'est pas qu'un programme, c'est également un moment où l'employé MTN s'investit financièrement, physiquement en allant vers les couches vulnérables pour leur redonner espoir. Ça peut-être des orphelins, handicapés, veuves... Pour cette 16e édi-

tion, nous insistons sur l'inclusion sociale, la digitalisation et l'autonomisation des personnes défavorisées ».

Pour rappel, c'est le 2 juin dernier au Hilton Hôtel de Yaoundé lors d'un Gala de charité que les projets de la 16e édition des 21 Days of Y'ello Care de MTN Cameroon ont été présentés. Au cours de cette prestigieuse cérémonie, plusieurs dons ont été offerts par des partenaires. L'on peut citer entre autres : des dons d'équipements en informatique ; en matériaux de construction ; des bourses de formation pour les personnes vivant avec un handicap ; des appuis pour les femmes dans le domaine de l'entrepreneuriat et près d'une centaine de millions...

Raphael Mforlem

ARTISANAL MINING

The correspondence made in may says that, "Cameroonians will henceforth request and obtain permits for artisanal exploitation in the strict measures and subcontract to technical and financial partners. The latter are rather engaged in semi-mechanized artisanal mining activities, in violation of the law of December 14, 2016 on the mining code,".

To reverse the trend, the member of government plans to carry out a vast census operation in the coming days of all craft permits that are exploited under this category. It will be a question for holders of these permits to submit an application file for a semi-mechani-

zed artisanal authorization, in order to obtain the necessary authorizations for the continuation of their activities. Eligible operators will be issued a rehabilitation and work stoppage report at the end of the previous operation.

Fuh Calistus Gentry deplores the semi-mechanized artisanal mining activities, the non-rehabilitation of sites after exploitation after exploitation, the deviation of river beds, the exploitation of mines without safety measures, very often consequences of loss of human life during landslides. On this subject, the NGO Foder, has recorded 202 deaths between 2014 and 2022 in the Eastern

The acting interim Minister of Mines, Industry and Technological Development (Minmdit) Fuh Calistus Gentry, has sent a correspondence to the regional delegates and departmental delegates of his ministerial department to formalize the semi-mechanized artisanal mining activities.

Government Announces Operation Reforms



Exploitation minière artisanale

regions, and Adamawa. For Samuel Nguiffo, Secretary General of the Center for the Environment and Development (CED), the operation "aims to clean up this sector by trying to conduct a census of all artisanal permits that are operated in a semi-mechanized way. This is an interesting first step

to have full control of operations on its territory and to have better control of production activities, to monitor environmental and social impacts," said the latter in an interview with Cameroon Business Today. The operation announced at the Ministry of Mines, will allow the government to see more clearly on the problem of subcontracting operating permits in order to better control production and be more efficient in collecting taxes. In a 2021 report, interpol indicated that official production and export statistics are limited or negligible in Cameroon. There are large disparities between official production figures and estimates. Moreover,

the export figures do not correspond to the quantities of gold leaving the region. According to the organization cited by Eiti, "the official artisanal gold production collected by legal supply means was at 701 kg in 2017. For the same year, the United States Geological Survey (Usgs), an American government scientific agency estimated Cameroon's annual artisanal gold production capacity at 2,000 kg48". The government aims to have a stranglehold on this sector by the end of the reforms made to restructure the exploitation of mines in Cameroon.

Sorelle Ninguem

TCHAD-CAMEROON PIPELINE

SNH to Increase its Shares in Cotco to 35 %

This is the substance of a correspondence sent by The Director General of the National Hydrocarbons Company (SNH), Adolphe Moudiki has made a correspondence to the Chadian Minister of Hydrocarbons and Energy, asking for an increase of its shares in Cameroon Oil Transportation Company (Cotco S.A).

In a correspondence dated June 02, addressed to the Chadian Minister of Hydrocarbons and Energy, Djerassem Le Bemadjiel, Adolphe Moudiki formulates the wish to acquire 20% of Chad's shares in this company in charge of works on the Chad-Cameroon Pipeline. "I am formulating, on behalf of the Republic of Cameroon and in accordance with the mandate entrusted to me by the President of the Republic (...), Cameroon's request for a handover to its benefit of 20% of the 53% held by Chad in COTCO's share capital," writes Adolphe Moudiki.

If enacted, the shares of both States "would be 35.17% for Cameroon and 33.77% for Chad, in line with the initial participations in the project namely 8.50% for Cameroon and 5.00% for Chad", continues the latter. The SNH Administrator backs his request on the decision of the Economic and Monetary Community of Central African States (Cemac) Commission approving the purchase of Petronas' oil assets in Chad by the Société des hydrocarbures du Tchad (SHT), which now owns 53.7% of Cotco shares. He also points out that the Republic of Chad has made the



Adolphe Moudiki, Director general of SNH

following commitment to obtain the agreement of Cemac : the maintenance of the representation of Cotco's shareholders on the Board of Directors ; the limitation of Chadian shareholders to four on Cotco's Board of Directors ; the appointment of shareholders of the other directors in minority, among other things. The SNH wants to believe, at this stage, that Chad intends to materialize the aforementioned commitments". While waiting for the res-

ponse of the Chadian authorities, Adolphe Moudiki asks Chad to "make sure to let Cotco operate serenely, in order to avoid a possible crisis in the shareholding seriously affecting the functioning of this strategic company for both states". Since May 24, 2023, the social climate at Cotco has deteriorated. During a board meeting in Paris, Savannah Energy appointed Nicolas de Blanprés as CEO of Cotco. The newly promoted is none other than the former CEO of the Chadian subsidiary of Savannah Energy, expelled from N'Djamena in December 2022 following the conflict with Chad over the takeover of Exxon Mobil's assets in the country. Chad subsequently decided to suspend transfers of funds to foreign countries from the funds of Cotco S.A. The Director General of SNH, in his capacity as shareholder, requests the Minister of Hydro-

carbons for the convocation of a general meeting so as to reach final resolutions. According to him, the SNH did not participate in any general assembly, and considers decisions made in previous meetings are one sided and thus, not regular. The dark cloud that hung over diplomatic relations between Cameroon and Chad because of the Savannah case has now dissipated. The ambassador of Chad to Cameroon, Djidda Moussa Outhman returned to his post in Yaoundé on June 7, 2023, after his recall "in consultation" on April 20, due to a misunderstanding Chadian oil transiting through Cameroon. This decision by the Chadian authorities marks the return to calm after the crisis between the two states which crystallized the attention of public opinion.

SN

ENTREPRISES

YOOMEE
MOBILE S.A

According to a source from Yoomée Mobile, Jean Marie Olicard has resigned from his position CEO by email as General Manager of the company without prior notification. "The Managing Director could not take it anymore, because all the reforms to revive this company that he proposed to the Chairman of the Board of Directors, did not receive a favorable response from him. He ended up believing that the latter is himself the thorn that prevents the company from taking off". "The arrival of Mr. Olicard is timely to

achieve our goal of exponential growth. Given his experience and his human qualities, we hope that under his leadership, the new General Management will bring about the change for which we have been working for a long time," Jean Ndjamba Mbeleck, the president of the Yoomée Mobile S.A. Holding Company, optimistically affirmed in August 2022, when Jean Marie Olicard took over as head of this telecommunications company. Finally, the French manager will have spent only 10 months at the head of the company Yoomée S.A.

The Director General of the Cameroonian telecommunications company left his post at Yoomée Mobile S.A on June 5, 2023, just less than a year after his appointment to this position.

Jean Marie Olicard Resigns as CEO



We also learn that the relations between the General Manager and the Chairman of the Board of Directors have deteriorated over the months, even as Jean Marie Olicard directed the company towards new partnerships, in particular with Campost, for the payment of taxes via the Yoomée mobile platform, with Cameroonian Customs. With the partnership, he also intended to ease the payment of foreign trade transactions and operations via the Yoomée mobile "All in One" platform, or, with Camwater, the December 21, 2022, for the payment of consumption bills

through the network. However, Jean Marie Olicard took office at a time when Yoomée mobile S.A. was going through turbulences marked by layoffs, social tensions and a loss of market share. The internal malaise also included to delays in salaries, arrears of so-

• **Jean Marie Olicard, Director general, Yoomée Mobile S.A.**

cial contributions, heavy supplier and technical debt, demotivation of staff among others. Recall that Jean-Marie Olicard, former Deputy General Manager of Orange Cameroon, succeeded Aimé-César Ngalle, who replaced Jules César Lengue, Interim General Manager, after the departure of Emmanuel Forson in 2018.

Created in 2011, Yoomée Mobile Cameroon reached the milestone in February 2017, by signing a partnership with Camtel to become a full Mvmo (Mobile Virtual Network Operator).

Sorelle Ninguem

BANKING SECTOR

Vista Group Buys Société Générale in Congo and Equatorial Guinea

The Burkinabe banking group owned by Simon Tiemtore, has just signed an important agreement with Société Générale with a view to purchasing two subsidiaries of the French group. This is the content of a press release dated June 8, 2023 on the agreement signed in Ouagadougou, Burkina Faso.

This acquisition expands Vista's network of bank branches, which already had 22 branches in Guinea, 9 branches in The Gambia, 15 in Burkina Faso and 19 branches in Sierra Leone. "Our agreement to acquire Societe Generale's banks in Congo-Brazzaville

and Equatorial Guinea adds two key Central African countries to our portfolio and represents an important progress in our expansion strategy which aims to become a pan-African banking group present in 25 countries. The objective of Vista is to support African economic growth," reacted Simon



• **Simon Tiemtore, President of Vista group.**

Tiemtore, the president of the Vista Group, at the end of the agreement signing. Vista Group announced that upon completion of this transaction, it will acquire all of Societe Generale's

shares in Societe Generale Congo (93.5%) and Societe Generale Equatorial Guinea (57.2%). "Consequently, the Vista Group will take over all the activities operated by Societe Generale in these two markets. The parties affirm that the acquisition is subject to the approval of the competent financial and regulatory authorities. The Vista Group is a financial service holding company whose objective is to become a world-class pan-

African financial institution and to participate in financial inclusion in Africa. Vista has established partnerships with several international financial institutions in order to implement its growth strategy in the sector of banking services for small and medium-sized enterprises, leasing, mesofinance, banking services for women, trade finance and logistics, as well as bancassurance.

SN

AFRICA CEO FORUM

Dans cet important portefeuille d'investissements, figurent des partenariats publics-privés, dans les secteurs des infrastructures, l'agro-industrie, et l'énergie entre autres.

Des projets de plus de 7 000 milliards présentés par le Cameroun

Présenter les atouts du Cameroun en termes de projets, et attirer les potentiels investisseurs, c'est l'objectif de la délégation camerounaise conduite par le Premier ministre, Joseph Dion Ngute représentant du Chef de l'Etat à Abidjan en Côte d'Ivoire dans le cadre de l'Africa Ceo Forum. Une délégation composée du ministre de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat), Alamine Ousmane Mey, des investisseurs de divers secteurs. Au cours de ce grand moment économique d'Abidjan, les représentants camerounais ont présenté les projets majeurs et prioritaires du Cameroun devant le parterre d'institutionnels, de bailleurs de fonds, ou d'opérateurs économiques en provenance d'Europe, d'Asie ou d'Amérique. Parmi les projets qui ont fait objet de présentation,

l'on peut citer, le Programme prioritaire d'investissement de l'État du Cameroun (PIP) piloté par le ministère de l'Économie, qui nécessite en la mobilisation des ressources publiques, et privées. Dans le domaine des infrastructures, le Cameroun sollicite des investissements dans le secteur routier, ferroviaire et industriel. Des projets déroulés par l'un des responsables du Minepat. L'on y retrouve le projet de construction de l'autoroute Edéa-Kribi, longue de 352,7 km, qui vise à améliorer le tronçon Port de Kribi, zone économique en développement et la ville de Kribi. Coût total du projet 705 milliards de FCFA. Les études de faisabilité ont déjà été réalisées, le projet sera exécuté en mode partenariat public-privé. Également, le projet de développement d'une zone intégrée au Port de Kribi (Ziip) qui nécessite un investissement



prévisionnel de 900 millions de dollars US (551,3 milliards de FCFA), en partenariat public-privé. La construction de la ligne de chemin de fer Ngaoundéré-Ndjamena longue de 683,7 km dont le coût est d'environ 4 545 milliards de FCFA, la voie de contournement de Yaoundé longue de 800 km d'une enveloppe de 794,4 milliards de FCFA et ses pôles de développement urbain, 469,6 milliards de FCFA, font également par-

Africa CEO Forum

tie des projets dont le pays a besoin des investisseurs. Le segment du PIP avec son projet d'aménagement hydroélectrique de Chollet et des lignes électriques associées cout, 200 milliards de FCFA, entre le Cameroun et le Congo, sera réalisé en mode partenariat public-privé, comme ceux cités précédemment. Dans le secteur de l'agro-industrie, le Technopôle agro-industriel de Ouassa Baboute, occupe une place stratégique dans le PIP. D'un montant de 120 milliards de FCFA, le taux de rentabilité du projet est estimé par ses concepteurs à environ 17 % : plantain et tubercules (1,2 million de tonnes par an), fruits et légumes (248.000 tonnes par an), céréales (189.000 tonnes par an), laits et dérivés (23.000 tonnes par an), produits de la volaille (42.975 tonnes par an), et des produits de bétail (19.536 tonnes). S'agissant du Parc agro-industriel intégré dans le Dé-

partement du Ndé, Région de l'Ouest, qui disposera de 1360 machines et outils agricoles, qui prévoit la production du riz paddy, du maïs, de soja, la production animale (poissons, caprins, poulets, œufs), laitrière, de la crème, du beurre, du fromage, enveloppe globale de 52 milliards de FCFA. Au total, le portefeuille de projets d'investissements prioritaires présentés par le Cameroun à l'Africa Ceo Forum d'Abidjan porte sur une enveloppe globale de 7 398,4 milliards de FCFA, sur près de 10 secteurs de développement. Rappelons que les partenaires privés sont appelés à investir plus de 60 % des ressources nécessaires à la transformation structurelle qui sous-tend la Stratégie Nationale de Développement, soit 52.800 milliards de FCFA sur une enveloppe globale de 88.000 milliards.

Raphaël Mforlem

CHEMIN DE FER MBALAM-NABEBA

Le démarrage des travaux annoncés pour août 2023

C'est ce qui ressort des travaux de suivi de mise en œuvre du projet d'exploitation du fer de Mbalam-Nabeba, qui se tiennent à Ouessou au Congo, entre les autorités camerounaises et congolaises.

Lors de son adresse à la nation le 31 décembre 2022, le chef de l'Etat, Paul Biya annonçait le démarrage imminent des grands projets miniers au Cameroun. Parmi ceux-ci, l'on comptait le projet d'exploitation du fer de Mbalam (Est Cameroun)-Nabeba (Congo). Le projet qui prend progressivement corps, vient de connaître une avancée. En effet, durant les travaux de suivi de mise en œuvre du projet qui se tenus à Ouessou au Congo durant 2 jours, il a été annoncé pour

août prochain la pose de la première pierre de la ligne du chemin de fer d'une longueur de 540 kilomètres devant relier le Cameroun au Congo, dont 510 km côté camerounais devant raccorder de Mbalam à Lolabe où sera construit le terminal minéralier au port de Kribi. L'infrastructure ferroviaire en question sera financée et construite par le consortium Aust Sino, Bestway Finance LTD avec qui l'Etat a signé un partenariat public-privé le 25 février 2022. Indiquons que le duo

sera chargée aussi de la construction du terminal minéralier au PAK et de l'unité de transformation du fer. Tout ceci pour une enveloppe de 5 800 milliards de FCFA. Mais en attendant que la ligne de transport soit opérationnelle « d'après les discussions avec le partenaire, il a été convenu d'évacuer une partie du fer par route grâce à des camions pouvant transporter jusqu'à 100 tonnes de minerais, pendant la construction de ce chemin de fer. Le transport des minerais devrait se faire d'ici la fin de cette année, expliquent les experts », peut-on lire dans les colonnes de Cameroon Tribune du 7 juin 2023. Il faut dire que plusieurs autres points utiles à la matérialisation de ce projet ont aussi fait l'objet de discussions durant ces travaux co-présidés par le mi-



nistre Camerounais par intérim des Mines de l'industrie et du développement technologique, Pr Fruh Calistus Gentry et son homologue Congolais, Pierre Oba, à Ouessou. Il s'agit : de l'emploi ; la formation professionnelle ; le statut des travailleurs migrants dans la zone du projet ; l'aménagement conjoint de la zone transfrontalière ; la gestion des infrastructures ferroviaires et portuaires ; la stratégie de conservation,

de protection de l'environnement et du développement durable. À cela, s'ajoutent les aspects liés à l'énergie, les télécommunications, la sûreté et la sécurité.

Lesdits travaux avaient pour objectif de faire l'évaluation du projet minier, précisément l'évaluation de la mise en œuvre des accords contraignants. « Nous sommes ici dans le but de relever tous les défis pour son démarrage effectif (projet d'exploitation du fer de Mbalam-Nabeba, ndlr) », a indiqué le Pr Fruh Calistus Gentry, dans les colonnes du journal à capitaux publics. Rappelons que le début effectif de ce projet minier permettra de produire 35 millions de tonnes de fer/an, générés plus de 10 000 emplois et des retombées économiques.

Cindy Mbala

BANQUES

SOCIETE
GENERALE

La Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf) vient de donner quitus à deux opérations d'appel public à l'épargne par placement privé, soumises par le groupe bancaire français Société Générale (S.G). La première approbation est accordée à l'opération de distribution de 8 798 actions aux salariés de ses filiales basées en Cemac. « Société Générale S.A. via son correspondant Société Générale Capital Securities Central Africa (SG Capital), est autorisée à effectuer l'opération d'attribution gratuite d'actions de performance réservée aux salariés de ses filiales basées en Cemac, »

peut-on lire dans l'article 1er portant visa du document d'information de l'opération mentionnée supra. La valeur nominale d'action à attribuer est de 17 744 F (27,05 euros). En outre, le total des actions à partager seront soit rachetées sur le marché par S.G. conformément à l'autorisation donnée au Conseil d'administration (CA) dans la limite de 10 % du total des actions du capital social à la date d'acquisition des actions à compter et jusqu'au 31 mars 2026, soit des actions nouvelles émises au moment de la livraison. Le CA déterminera à cet effet la liste des salariés bénéficiaires des actions sur la base du critère de la performance. Les actions

C'est la quintessence d'une note du régulateur du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf) donnant son aval à deux opérations d'appel public à l'épargne par placement privé, soumises par la Société de bourse du groupe bancaire français.

8 798 actions à distribuer aux salariés de ses filiales



attribuées seront détenues directement par chaque salarié via un compte titre ouvert dans le registre nominatif de la SG géré par Sgss (Société Générale Securities Services). La seconde approbation donne quitus à l'opération « PEGI 2023 » qui vise l'augmentation de capital par émission de 12 556 800 actions nouvelles du groupe SG, coté au Comparti-

Siège de Société générale S.A

ment A de la bourse de Paris (Euronext Paris). Cette opération intervient dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise du Groupe qui permettra d'augmenter de 10,10 milliards de F (15 696 00 €) son capital. La valeur nominale par action est de 820 Fcfa (1,25 €). Cette opération qui ne concerne que les salariés du Groupe justifiant d'au moins 3 mois d'ancienneté est ouverte depuis le 1er juin, et ce, jusqu'au 15 du mois. « Le prix de référence sera égal à la moyenne des cours de clôture de l'action Société Générale constatés sur Euronext Paris lors des vingt (20) séances de Bourse précédant le jour de la décision fixant la période de

souscription. Le prix de souscription sera égal au prix de référence, diminué d'une décote de 20 %, » peut-on lire dans le document d'information mentionnant les principales caractéristiques de l'opération. SG Capital, en sa qualité d'intermédiaire chargé d'assister l'émetteur dans le cadre de cette opération devrait de son côté veiller au strict respect des dispositions réglementaires en vigueur et d'informer la Cosumaf du déroulement du placement et de toute modification susceptible d'affecter le document d'information visée par le régulateur.

Georges Semey

AFRICA CEO FORUM

Les points positifs pour le Cameroun

À l'issue de cette rencontre économique tenue les 5 et 6 juin dernier à Abidjan en Côte d'Ivoire, la délégation rentre nourrie de plusieurs promesses d'investissements dans divers secteurs d'activités.

Le Premier ministre Joseph Dion Ngute qu'accompagnaient d'autres membres du gouvernement à l'instar d'Alamine Ousmane Mey, ministre de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, ne rentrent pas bredouilles de l'Africa CEO Forum qui a eu lieu du 5 au 6 juin 2023 à Abidjan en Côte d'Ivoire. La preuve, les opportunités d'affaires et les atouts du pays présentés, ont séduit près d'une dizaine (pour l'heure) d'hommes d'affaires

qui n'ont pas aussitôt caché leur intention d'investir au Cameroun. Dans la foulée, le Sénégalais La Colombe Group dévoile son intention de s'installer en Afrique centrale et au Cameroun en particulier. Avec 1 200 employés au Sénégal, l'entreprise spécialisée en finances compte justement proposer au gouvernement et aux entreprises, des solutions financières et de cybersécurité précisément en ce qui concerne les data center. « Notre objectif, c'est de nous implanter au Came-

roun et racheter les data center des États pour mettre les données des Africains en Afrique, que les pays africains restent souverains des données informatiques », a précisé au poste national, Djiby Chimère Gueye, le CEO de la structure. Un autre domaine auquel les investisseurs étrangers s'intéressent est celui de l'agroalimentaire. En bonne place, Diana Holding, 7e groupe marocain dans le secteur de l'agro-industrie, compte se positionner. Avec à son actif 14 filiales, l'entreprise qui emploie plus de 7 100 personnes excelle dans la viticulture, l'agriculture, l'aviculture, l'oléiculture, le négoce et la distribution, l'embouteillage, l'hôtellerie. Une fois au pays de Paul Biya, elle entend en plus de produire, transformer les fruits à noyau, les fruits rouges, l'huile d'olive la production des aliments de bé-

tail et les poussins. « Au Cameroun, nous pourrions nous lancer dans l'agriculture et la transformation peut-être du café et l'aquaculture », a ajouté Rita Maria Zniber, PDG de Diana Holding créée depuis 1986. Dans la même veine, le Collège d'enseignement général et professionnel (Cégeps) et la corporation commerciale canadienne veulent pour leur part, œuvrer pour la formation des agriculteurs grâce à la construction des écoles pratiques d'agriculture, premier pourvoyeur d'emplois soit près de 60 % en 2020 selon la Banque africaine de développement (BAD). Même si elles n'ont pas dévoilé leur plan d'action à Joseph Dion Ngute, les sociétés Alstom (multinationale française spécialisée principalement dans le secteur ferroviaire) et Vital Group (groupe espagnol



Africa CEO Forum

spécialisé dans les produits de repos), ont tout de même manifesté leur intérêt de déposer leur valise au Cameroun. Le Suisse Mitrelli pour sa part va s'intéresser à l'eau et à l'énergie, le développement urbain, l'habitat, la technologie, l'éducation et la sécurité alimentaire. Il convient de souligner qu'il ne s'agit pour le moment, que des intentions des investisseurs étrangers de s'établir en terre camerounaise. Elles ne pourront se concrétiser avec la signature des partenariats.

Marius Zogo

TRAVAUX PUBLICS

C'est la quintessence des travaux entre Emmanuel Nganou Djoumessi, ministre des Travaux publics et les chercheurs et ingénieurs du Cameroun et ceux de la diaspora tenus le 8 juin dernier.

Un centre d'excellence en entretien routier en gestation

Sur un total de 121 873 km, seuls 9 885 km de routes sont bitumées contre 111 988 km en terre dont beaucoup se caractérisent par l'impraticabilité. Des chiffres peu reluisants pour le réseau routier au Camerounais. C'est pour relever la pente que le gouvernement réfléchit actuellement à la mise sur pied d'un centre d'excellence en entretien routier. C'est du moins, la problématique qui a réuni en visioconférence le 8 juin dernier, le ministre des Travaux publics (Mintp) Emmanuel Nganou Djoumessi, des chercheurs, enseignants, praticiens et ingénieurs de la diaspora camerounaise. D'après les informations obtenues auprès du Mintp, le centre annoncé sera logé dans une école (pro-

bablement l'École nationale des Travaux publics, Ndlr). Il se chargera de la stabilisation et de l'entretien durable des routes en terre. L'objectif étant d'avoir des routes de bonne qualité, sans nécessairement avoir recours au bitume. « Il s'agira d'un laboratoire d'expérimentation, où on va créer pour un but précis ; celui de mettre sur pied, des méthodes efficaces, des techniques pour pouvoir entretenir durablement les routes tenant compte des conditions climatiques, des capacités financières et de la nécessité de densifier le linéaire de routes à entretenir. Autrement dit, le centre d'excellence en entretien routier, c'est pour se former aux besoins », renseigne une source. Outre le fait d'entretenir



les routes en terre pour une longue durée, le gouvernement veut également limiter les dépenses de plus en plus consistantes chaque année. Pour preuve, pour la seule année 2022, l'on est parti sur un estimatif de 800 milliards de FCFA (seulement pour l'entretien routier) alors que par an, le Fonds routier reçoit à peine 40

milliards de FCFA. Chose qui entraîne un faible taux d'entretien du linéaire de route en terre sur le territoire national. Dans l'attente de la réalisation dudit projet, l'architecte de l'Etat envisage la mise à contribution des matériaux locaux tels que la pouzzolane-roche naturelle que l'on retrouve dans certaines régions du pays qui pourra être expérimentée. Pour l'heure, aucun détail chiffré n'est avancé sur le centre en gestation, mais le Mintp peut déjà compter sur l'appui de l'Unesco entre autres. Rappelons qu'en fin 2022, le gouvernement avait annoncé dès 2023, l'officialisation du Carboncor et l'installation de l'entreprise en charge de la production de cette technique en vi-

gueur en Afrique du Sud et dont les preuves restent attendues au Cameroun. « Ce produit révolutionnaire en matière de revêtement des sols présente de nombreux avantages dans la mesure où il ne nécessite pas d'installations lourdes qui renchérissent les coûts de construction routière et il comporte une grande facilité de mise en œuvre. On peut ainsi engager aisément le bitumage des routes des zones enclavées à la seule condition que les véhicules de transport puissent y transférer le produit ; un responsable de commune pourrait engager le bitumage de sa voirie sans avoir besoin d'une forte mobilisation en terme d'engins du Génie Civil », se vantait alors le Mintp.

Raphael Mforlem

GOVERNANCE UNIVERSITAIRE

Le gouvernement envisage sa modernisation

Entre inadéquation des offres de formation et l'emploi, et les besoins des milieux socio-professionnels, le gouvernement à travers le ministère de l'Enseignement supérieur vient de déposer un texte à l'Assemblée nationale pour poser une nouvelle base de la formation au Cameroun.

Le gouvernement vient de soumettre à l'attention des députés à l'Assemblée nationale, six projets de loi pour examen. Parmi ces textes, l'un des plus importants est celui portant sur l'orientation de l'enseignement supérieur au Cameroun. Parmi ces textes, l'un des plus importants est celui portant sur l'orientation de l'enseignement supérieur au Cameroun. On peut relever : l'accroissement des effectifs, l'aggravation des charges dans

un contexte budgétaire, particulièrement contraignant, l'inadéquation apparente entre offres de formation et les besoins des milieux socio-professionnels, une gestion chaotique de la succession des promoteurs des Instituts privés d'enseignement supérieur (Ipes) ou encore le décalage entre les modules de formation et ceux du système Lmd, prévus par les directives communautaires. Dans cet environnement marqué par le

chômage galopant des diplômés, le ministère de l'Enseignement supérieur veut s'arrimer à une nouvelle donne. Pour cela, un projet de loi portant sur l'orientation de l'Enseignement supérieur vient d'être déposé à l'Assemblée nationale. Ce texte abroge la loi du 16 avril 2001 en vigueur, issue de la réforme universitaire de 1993. Selon l'exposé des motifs, ce texte est obsolète et en déphasage avec les évolutions mondiales et les différentes mutations ayant marqué l'Université dans le monde. De manière succincte, le projet de loi vise à poser des bases de l'enseignement supérieur et d'affirmer son rôle indispensable pour le développement. Quelques innovations sont envi-



Université de Douala

sagées parmi lesquelles : la prise en compte des exigences de qualité, de professionnalisation, d'employabilité et de numérisation des enseignements ; des incitations fiscales en faveur des entreprises qui recrutent, pour un premier emploi, les diplômés de l'enseignement supérieur, sous

certaines conditions. Parmi les grandes innovations annoncées également, on note une réduction des membres du Conseil d'administration des universités jugés pléthoriques. S'agissant de la survie des Instituts privés d'enseignement supérieur après le décès de leurs promoteurs, il est fait l'obligation pour ces derniers de se constituer en personnes morales, ce qui permettrait inéluctablement de pallier les difficultés éventuelles que pourrait susciter la gestion de leurs successions. Ce projet de loi sera défendu par le ministre de l'Enseignement supérieur, le Pr Jacques Fame Ndongo au parlement.

René Ombala

DOUALA - BRAZZAVILLE

CAMEROUN

CONGO

Désormais possible



UNITED EXPRESS

*VIP first class
The New Pride of Cameroon*

**Nous facilitons vos voyages
Pour affaires, activités
professionnelles,
commerciales,
Excursions, visites familiales,
découvertes sociales.**

**LANCEMENT
05 JUIN 2023**

**DEPART
TOUS LES
LUNDIS**

**ALLER-RETOUR
130.000
FCFA**

**SDV BRAZZAVILLE
31, DONGOU OUENZE
TEL:00242 06 549 96 45
00242 06 700 36 83**



**UNITED EXPRESS DOUALA
AKWA RUE PAU APRES BATOULA
TEL:00237 678 788 890**

